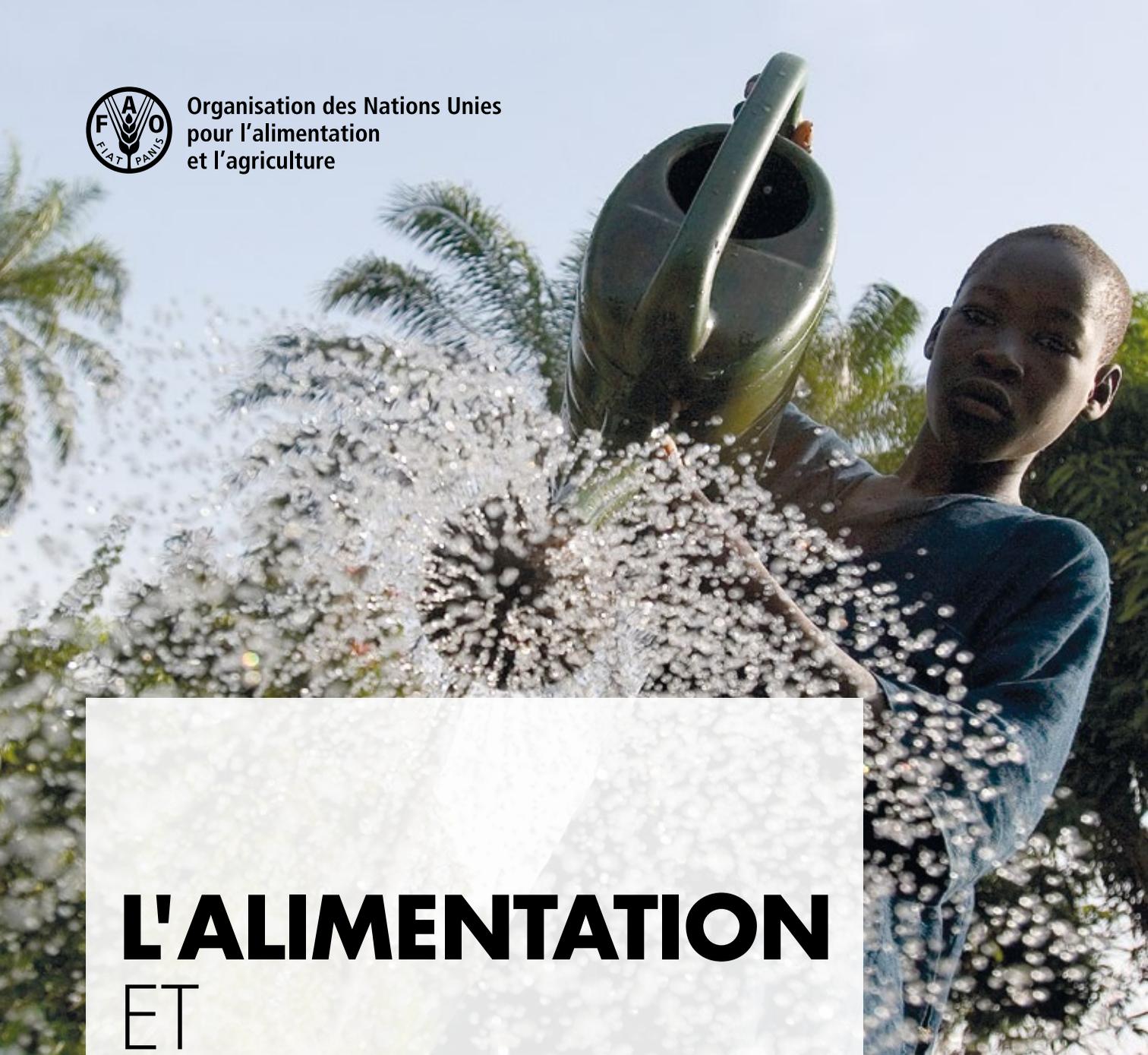




Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Clés pour réaliser le
Programme de développement
durable à l'horizon 2030

SOMMAIRE

PAGE 4

INTRODUCTION

PAGE 5

POUR LES PAYS, PAR LES PAYS

PAGES 6-7

MESSAGES CLÉS

PAGES 8-9

**LES ENJEUX POUR
L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

PAGES 10-11

**NOURRIR LES ÊTRES HUMAINS,
PRENDRE SOIN DE LA PLANÈTE**

PAGES 12-19

SOUTIEN AUX PAYS

PAGES 20-21

**CADRE STRATÉGIQUE DE LA FAO
POUR SOUTENIR LA MISE EN
ŒUVRE DES ODD**

PAGES 22-23

CE QUE FAIT LA FAO

PAGES 24-25

**SUIVI DES CIBLES ET MESURE DES
PROGRÈS**

PAGES 26-30

**PROCESSUS GLOBAUX ET
PARTENARIATS**

PAGE 31

RÉFÉRENCES



KENYA

Des pêcheurs, dans une école d'agriculture de terrain, utilisent des filets spéciaux sur le lac Victoria, dans le but de préserver les ressources halieutiques qui s'amenuisent.
©FAO/Vitale



**LES ODD SONT À
L'ORIGINE DE
VÉRITABLES
TRANSFORMATIONS.
ILS SONT
INTERCONNECTÉS, ET
REQUIÈRENT DE
NOUVELLES
COMBINAISONS
ENTRE LES
POLITIQUES, LES
PROGRAMMES, LES
PARTENARIATS ET LES
INVESTISSEMENTS
POUR ATTEINDRE NOS
OBJECTIFS COMMUNS**

Directeur général de la FAO
José Graziano da Silva

INTRODUCTION

Au XXI^e siècle, notre planète est confrontée à des défis multiples et complexes. Le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 oblige la communauté internationale à agir de concert pour les surmonter et transformer notre monde pour les générations actuelles et futures.

Le 25 septembre 2015, les 193 États membres des Nations Unies ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD): un ensemble de 17 objectifs ambitieux avec 169 cibles censées guider les actions des gouvernements, des agences internationales, de la société civile et des autres institutions au cours des 15 prochaines années (2016-2030). Succédant aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'ambitieux Programme de 2030 est une vision globale pour les populations, pour la planète et pour la prospérité à long terme. Il établit un plan pour l'avenir – en redressant la course du monde vers un cap plus durable et résilient, en

transformant les niveaux de vie et en s'engageant sur des voies de développement plus globales, dynamiques et durables. Les 17 ODD visent à mettre fin à la pauvreté et à la faim tout en restaurant et en gérant les ressources naturelles de façon durable. Ils intègrent les trois dimensions du développement durable – économique, sociale et environnementale – avec des cibles étroitement entrecroisées. Les ODD sont indivisibles – aucun des objectifs n'est dissociable des autres, et tous appellent à des approches globales et participatives. Ils sont universels – le Programme pour 2030 est aussi pertinent pour les pays développés que pour les pays en voie de développement.

COMPRENDRE LE
PROGRAMME DE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE À
L'HORIZON
2030

Les ODD sont le premier projet global de développement mené par les États membres fixant des objectifs spécifiques à atteindre pour les pays, en un temps donné, avec une surveillance régulière des progrès accomplis.

POUR LES PAYS, PAR LES PAYS

Défini, conçu et entièrement adopté par les pays suite à une consultation multilatérale mondiale la plus large et approfondie de l'histoire, le Programme pour 2030 se met en action. Les ODD sont la principale référence des politiques et des programmes de développement au niveau national. Chaque pays devra désormais revoir les 17 objectifs et déterminer comment ils pourront les atteindre avec des plans de développement réalistes, et quels efforts engager au niveau national pour produire un réel changement – en se basant sur leurs propres priorités, besoins, stades de développement, capacités, ressources, stratégies et alliances.

Comme la coopération entre les pays augmente, le soutien des Nations Unies aux États membres est en train de s'inverser - avec une moindre importance portée aux projets communs, et plus d'attention donnée aux recommandations politiques, aux capacités de développement des institutions et au suivi des progrès. Le rôle des Nations Unies en tant que système organisateur et facilitateur des processus de soutien et des partenariats, jouera un rôle fondamental

UN PROGRAMME QUI TRANSFORME

Alors que les OMD étaient restreints et axés sur le Sud, les ODD sont globaux, basés sur le développement durable dans ses trois dimensions, et concernent toutes les nations, car adaptables aux contextes des différents pays. En réunissant de multiples acteurs, les ODD proposent une solution compréhensive et globale pour les atteindre.

OMD

Principalement destinés aux pays en voie de développement

8 objectifs isolés, sans attention particulière au développement durable

Coordonnés par le Secrétariat des Nations Unies

Moyens de mise en œuvre limités aux finances Nord-Sud; notification, suivi et analyse insuffisants

ODD

Universels – pertinents pour toutes les nations, adaptables à différents contextes

17 objectifs et 169 cibles liés latéralement, intégrant tous les trois dimensions du développement durable

Négociés par les États membres des Nations Unies sur trois ans, avec des consultations multilatérales. Appropriation par les pays

Les moyens de mise en œuvre comprennent l'accès au marché, le transfert de technologie, les capacités de développement et l'appui des politiques; avec une architecture globale solide pour la surveillance, le suivi et l'analyse

pour mettre en œuvre les transformations.

Les bureaux de la FAO dans les pays se sont maintenant alignés aux efforts des Nations Unies. Les équipes pays s'assurent que les ODD sont intégrés dans les programmes à l'échelle nationale et régionale. Dans le même temps, tous les acteurs

du développement revoient leur soutien aux pays qui adoptent les ODD.

Pour réaliser la transition mondiale vers le développement durable, les pays établissent maintenant un environnement favorable – politiques, institutions, gouvernance – basé sur des données probantes.

MESSAGES CLÉS

L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE SONT ESSENTIELLES À LA RÉALISATION DE L'ENSEMBLE DES ODD

Le Programme à l'horizon 2030 reconnaît que nous ne pouvons désormais plus considérer l'alimentation, les moyens d'existence et la gestion des ressources naturelles séparément. L'accent doit être mis sur le développement rural, et l'investissement dans l'agriculture - cultures, élevage, sylviculture, pisciculture et aquaculture - qui sont des outils puissants pour mettre fin à la pauvreté et à la faim et qui mèneront vers le développement durable. L'agriculture a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique.

D'ICI À 2030 NOUS POUVONS EN FINIR AVEC LA FAIM ET LA PAUVRETÉ

L'engagement historique du Programme de 2030 qui consiste à se débarrasser des deux fléaux que sont la pauvreté et la faim, peut devenir une réalité si nous travaillons ensemble. L'interconnexion des objectifs signifie que tous les acteurs encourageant les pays à mettre en œuvre et à mesurer l'atteinte des objectifs globaux doivent s'associer et partager leurs connaissances. La FAO a déjà travaillé main dans la main avec les gouvernements, les petits producteurs, le secteur privé et d'autres acteurs clés agissant pour la sécurité alimentaire et le développement durable dans divers projets et programmes à travers le monde.

PRÊTS À SOUTENIR

La FAO, agence spécialisée des Nations Unies, avec de nombreuses compétences, une longue expérience de travail avec les acteurs du développement et l'expertise unique dans les trois dimensions du développement durable, peut aider les pays à mettre en œuvre le Programme de 2030. Le cadre stratégique de la FAO est largement en phase avec les ODD, en promouvant une approche globale de gestion durable des ressources naturelles pour éradiquer la faim et la pauvreté. Nous faisons du développement durable et sommes prêts à travailler de concert pour mieux aider les pays.



NOUS POUVONS ÊTRE LA GÉNÉRATION «FAIM ZÉRO»

Aujourd'hui, il y a assez de nourriture pour tout le monde sur la planète, et pourtant presque 800 millions de personnes souffrent de la faim. Lutter contre la faim et la malnutrition, c'est non seulement encourager la production alimentaire, mais aussi augmenter les revenus, créer des systèmes alimentaires résilients et renforcer les marchés afin que les personnes puissent accéder à des aliments sûrs et nourrissants, même si une situation de crise les empêche de produire leur propre nourriture.

La faim et la pauvreté extrême peuvent être éliminées grâce à une combinaison de mesures de protection sociale et d'investissements ciblés dans des activités productives. Les programmes de protection sociale, y compris les initiatives de nutrition ciblées, aident les petits exploitants agricoles et autres ménages pauvres à surmonter des difficultés financières et à mieux gérer les risques, et renforcent leur capacité à investir. Comme les revenus des personnes vulnérables augmentent avec l'augmentation des retours sur investissements, le montant de la protection

sociale nécessaire pour combler l'écart de pauvreté diminue. Par conséquent, ces solutions sont possibles et abordables. Les programmes d'alimentation et de nutrition en milieu scolaire, les transferts d'argent en espèces, les programmes de soins de santé offrent des formes de revenus de base et donc l'accès à une meilleure alimentation, aux soins, à l'éducation et à des emplois décentés pour les personnes vivant dans des environnements difficiles.

En juillet 2014, lors du Sommet de l'Union africaine à Malabo, en Guinée équatoriale, les Chefs

d'État africains se sont engagés à éradiquer la faim sur le continent d'ici à 2025.

Lors du premier sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), les Chefs d'État et de gouvernement ont approuvé l'objectif «Zéro faim» pour 2025 en réaffirmant un engagement régional, déjà proposé en 2005, pour ce même problème dans ces régions. Ensemble, elles représentent environ 90 États et plus de 1,5 milliards de personnes. Cet engagement, supérieur à l'objectif des ODD, envoie un message puissant à leurs citoyens et au reste du monde.

LES ENJEUX POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

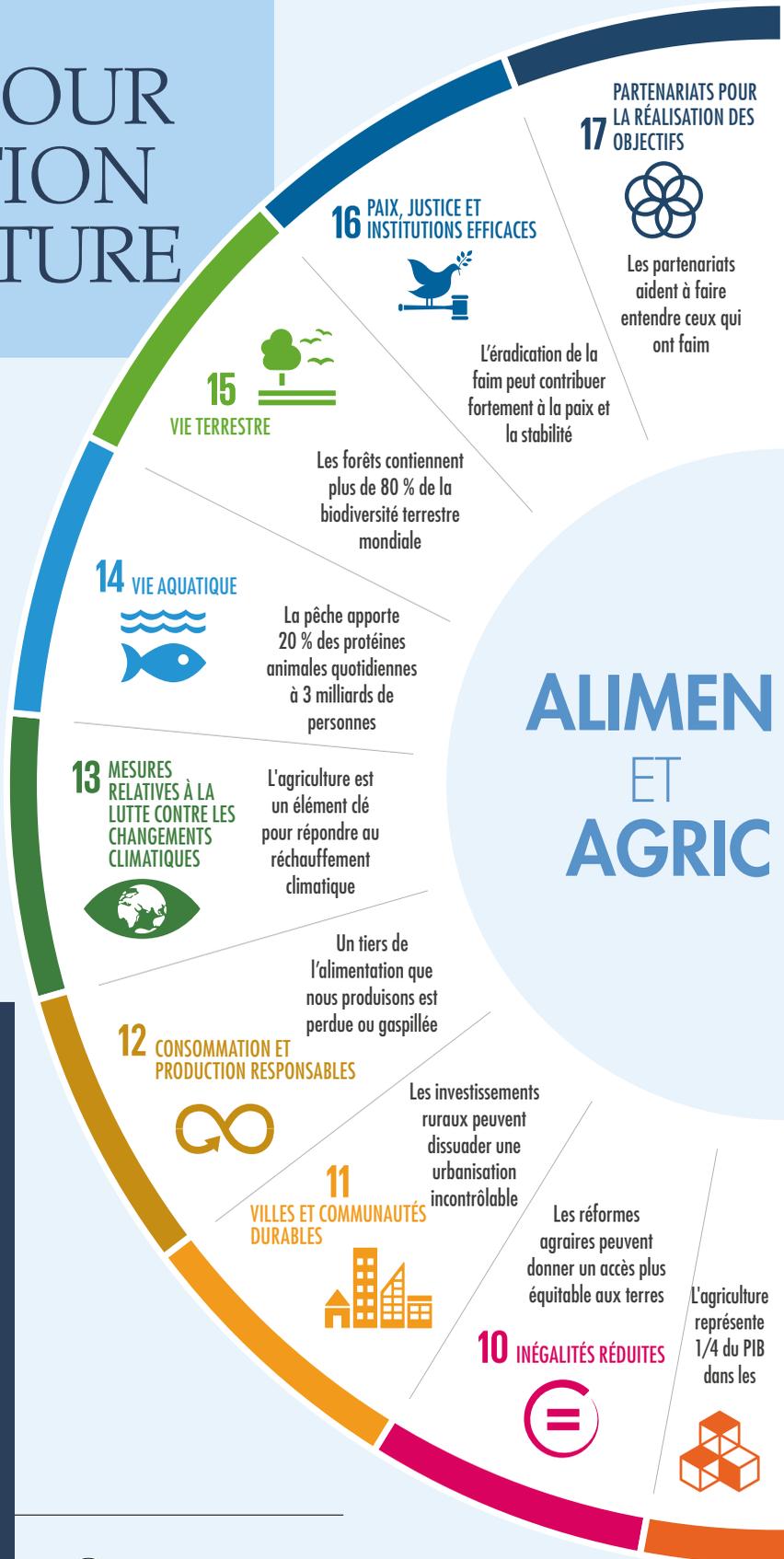
L'alimentation et l'agriculture se trouvent au cœur du Programme de 2030 pour un développement durable, car elles mettent fin à la pauvreté et la faim, répondent au changement climatique et préservent nos ressources naturelles.

LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

OBJECTIF 1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

OBJECTIF 2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

OBJECTIF 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



TATION ULTURE

1 PAS DE PAUVRETÉ



Près de 80 %
des personnes
vulnérables vivent
en milieu rural

2 FAIM «ZÉRO»



Nous produisons de la
nourriture pour tout
le monde, et pourtant
presque 800 millions de
personnes souffrent de
la faim

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



La bonne santé
commence avec la
nutrition

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Une alimentation
nourrissante
est essentielle à
l'apprentissage

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Les femmes
produisent la moitié
de l'alimentation
du monde, mais ont
beaucoup moins
accès à la terre

6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



L'agriculture durable
peut potentiellement
lutter contre la pénurie
d'eau

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Les systèmes alimentaires
modernes dépendent
fortement des carburants
fossiles

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



La croissance agricole
dans les pays à faible
revenu peut réduire la
pauvreté de moitié

pays en
voie de
développe-
ment

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRA-STRUCTURE

OBJECTIF 4 : Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous

OBJECTIF 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

OBJECTIF 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau, l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

OBJECTIF 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes et abordables

OBJECTIF 8 : Promouvoir croissance économique soutenue, plein emploi productif et travail décent pour tous

OBJECTIF 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

OBJECTIF 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

OBJECTIF 11 : Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

OBJECTIF 12 : Établir des modes de consommation et de production durables

OBJECTIF 13 : Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

OBJECTIF 14 : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines

OBJECTIF 15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable

OBJECTIF 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'accès de tous à la justice et des institutions efficaces

OBJECTIF 17 : Renforcer les moyens du partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

NOURRIR LES ÊTRES HUMAINS, PRENDRE SOIN DE LA PLANÈTE

LA PRINCIPALE APPROCHE DES ODD A ÉTÉ D'ALLER VERS UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES AU-DELÀ DE LEUR PRÉSERVATION – FORÊTS, EAUX, TERRES ET SOLS

Les pays ont adopté une approche globale de la sécurité alimentaire pour atteindre les ODD.

La nourriture – la façon dont on la cultive, produit, échange, transporte, transforme, stocke et commercialise – est le lien fondamental entre les hommes et la planète et mène à une croissance inclusive et économique.

Aujourd'hui sur notre planète, il y a plus de personnes à nourrir avec moins d'eau, de terres productives et de main-d'œuvre rurale. Le Programme à l'horizon 2030 est conscient du défi à mener et de l'importance des systèmes alimentaires durables, des nouvelles façons de travailler la terre et de la gestion des ressources naturelles pour construire un avenir viable pour l'humanité. Aujourd'hui, environ 800 millions de personnes souffrent de la faim. D'ici à 2050, pour nourrir les 9 milliards de personnes qui habiteront la planète, la production alimentaire mondiale va devoir augmenter de 60 pour cent. À travers le monde, les ressources naturelles se dégradent, les écosystèmes sont perturbés et la diversité biologique est en train de disparaître. Le réchauffement climatique constitue une menace supplémentaire pour la production alimentaire mondiale.

Le Programme de 2030 relève ces défis. Il nous demande de renforcer l'efficacité et la durabilité de nos systèmes agricoles, et de passer à des méthodes de production et de consommation plus durables.

TANZANIE

Personnes marchant
jusqu'au marché de Kiroka
avec leurs marchandises.
©FAO/Hayduk



UNE VISION COMMUNE POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DURABLES

La FAO a développé une vision commune et une approche globale pour le développement durable dans les domaines de l'agriculture, des forêts et des pêches. Cette perspective unifiée – valable pour tous les secteurs agricoles en tenant compte des considérations sociales, économiques et environnementales – assure l'efficacité de l'action sur le terrain. Elle s'appuie sur les connaissances scientifiques disponibles et s'adapte en fonction des communautés et des pays pour garantir la pertinence et l'applicabilité au niveau local.

CINQ PRINCIPES ESSENTIELS

1. Améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources
2. Conserver, protéger et améliorer les écosystèmes naturels
3. Préserver et améliorer les conditions de vie en milieu rural et le bien-être social
4. Renforcer la résilience des populations, des communautés et des écosystèmes
5. Promouvoir la bonne gestion des systèmes naturels et humains

SOUTIEN AUX PAYS

Le travail de la FAO est basé sur le développement durable. Réunissant les dimensions économiques, sociales et environnementales, ces récits décrivent les projets et programmes dans différents domaines à travers le monde, dans lesquels la FAO et ses partenaires soutiennent déjà activement les pays pour atteindre les multiples objectifs du programme de 2030.

BOLIVIE

ODD 1 2 4

Législation dans les cantines scolaires

Dans de nombreux pays, les retards de croissance et la malnutrition empêchent les enfants d'aller à l'école, les privant ainsi d'un avenir meilleur. Pour aider à combattre la faim, la FAO a récemment soutenu le Gouvernement bolivien dans l'élaboration d'une législation alimentaire à l'école. La loi garantit le droit à l'alimentation et fournit une définition claire des responsabilités, en établissant le cadre d'un programme durable pour l'alimentation et la nutrition en milieu scolaire, contribuant ainsi à résoudre les causes profondes de la pauvreté et de la malnutrition en créant des débouchés pour les agriculteurs.

Grâce à son appui au Front parlementaire de lutte contre la faim en Bolivie et à l'Université de

San Andrés, la FAO a facilité la participation des acteurs nationaux et régionaux dans le processus de changement législatif. Elle a fourni un appui technique ciblé et la possibilité de développer la sécurité alimentaire et la nutrition. Au même moment, des forums nationaux promouvant le dialogue ont bénéficié d'une plateforme pour s'assurer que la nouvelle loi avait été comprise et acceptée. La loi a été adoptée officiellement en 2014 et est maintenant considérée comme un des piliers de l'engagement de la Bolivie dans la lutte contre la faim et la malnutrition.

CAMEROUN

ODD 13 14 15

Gestion communautaire durable des écosystèmes de mangroves

Les écosystèmes de mangroves s'étendent sur 30 pour cent du

littoral au Cameroun, couvrant quelques 200 000 hectares. Leur superficie a été réduite d'un tiers au cours des 25 dernières années en raison des pressions du développement et des pratiques de gestion non durables. Les mangroves sont d'une grande importance environnementale. Elles servent de réservoir de carbone, de zones d'aquaculture et de barrières côtières naturelles contre les tempêtes et les raz de marée. Elles constituent également une importante ressource pour les moyens d'existence locaux, pour le développement régional et pour la biodiversité d'importance mondiale qu'elles abritent.

Afin d'empêcher toute destruction supplémentaire de ces écosystèmes, la FAO, en coopération avec le Ministère camerounais de l'environnement et de protection de la nature, et d'autres partenaires, s'emploie à renforcer le cadre institutionnel et juridique pour gérer et préserver les mangroves, et à lutter contre l'utilisation libre et non viable de ces ressources. Le plan implique le développement et la mise en œuvre d'une stratégie par les collectivités locales pour protéger les écosystèmes de mangroves, en créant ainsi des réserves protégées et en encourageant le développement de plans de gestion durable sur



GÉORGIE

Ouvriers travaillant selon les normes de qualité et de sécurité alimentaires à la transformation des anchois.
©FAO/Gogoladze

le terrain, y compris l'utilisation de techniques améliorées pour l'exploitation du bois de chauffage, des poteaux en bois, du sable (comme matériau de construction), des poissons et des bivalves.

GÉORGIE

ODD **1** **3** **8** **10** **14** **17**
Contribuer à dynamiser les échanges dans le secteur de la pêche

La République de Géorgie bénéficie de ressources halieutiques importantes. Les prises annuelles d'anchois s'élèvent à 60 000 tonnes métriques le long de son littoral

LA FAO TRAVAILLE ACTUELLEMENT SUR DES PROJETS ET DES PROGRAMMES DANS DE NOMBREUX PAYS À TRAVERS LE MONDE

sur la mer Noire. La plupart sont vendues fraîches aux pays voisins ou transformées en farine de poisson et en huile. La Géorgie voudrait être en mesure de les exporter directement vers le plus grand marché d'importation du monde, l'Union européenne (UE), et de gagner ainsi des revenus plus élevés, mais elle ne remplit pas encore tous les critères de l'UE pour le contrôle, la certification, les normes de laboratoire et la législation dans le cadre du commerce de la pêche. La FAO fournit un soutien à la Géorgie, aux côtés de l'Agence alimentaire

SOUTIEN AUX PAYS

nationale de la Géorgie, en évaluant les marchés de poissons, les usines et les sites de débarquement, dans la perspective de répondre aux exigences de l'UE, en formant des inspecteurs des produits de la pêche, en examinant tous les aspects des réglementations européennes concernant la traçabilité et l'étiquetage, et en établissant des check-lists à compléter lors de chaque inspection. Ce travail important, en partenariat avec le Gouvernement géorgien, aidera à renforcer les capacités de production de pêche en Géorgie et de doter le pays de meilleures opportunités de commerce et de revenus pour l'avenir.

GUINÉE BISSAU

ODD **2 7 12 13**

Réfrigérateurs solaires, congélateurs et pompes à eau pour les petits pêcheurs

Dans le cadre de son engagement à utiliser des énergies renouvelables, la FAO a soutenu l'approvisionnement de packs de glace, de réfrigérateurs et de congélateurs solaires aux petits pêcheurs en Guinée-Bissau en 2015. Les packs de glace sont plus pratiques et moins chers que les sacs de glace pour conserver le poisson sur les bateaux. Les congélateurs permettent de congeler les packs de glace et les poissons. Les réfrigérateurs peuvent être utilisés pour conserver le poisson du jour au lendemain avant leur transport vers les marchés locaux,

et également pour conserver les poissons invendus – une alternative moins coûteuse au stockage des poissons dans des chambres froides sur les marchés. S'appuyant sur ce projet, la FAO envisage de fournir une pompe à eau solaire aux mêmes communautés pour faciliter l'accès à l'eau potable et améliorer les conditions générales d'hygiène et de sécurité des aliments.

KENYA

ODD **1 2 3 5 13 15**

Investir dans la production laitière avec de multiples avantages – nutrition, bénéfices et émission de carbone

Au Kenya, le secteur de l'élevage représente près de la moitié du PIB agricole du pays et se développe rapidement. La demande en produits laitiers est particulièrement forte, mais n'entraîne pas les nombreux avantages qu'elle pourrait potentiellement générer. Les rendements de lait sont irréguliers et saisonniers, allant de 700 à 4 000 kg par animal et par an. Les petits producteurs sont mal reliés aux marchés, les émissions de gaz à effet de serre sont élevées par unité de lait et la dégradation des pâturages est fréquente. La FAO, avec l'ILRI (Institut international de recherches sur l'élevage), le CCAFS (Programme de recherche sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire), le Livelihoods Venture et le Ministère kenyan du développement de l'élevage, s'efforcent de transformer les chaînes d'approvisionnement de

lait en aidant les petits producteurs à répondre à la demande croissante en produits laitiers. Les producteurs augmentent leur rentabilité économique et les performances environnementales en améliorant les pratiques de gestion, y compris dans l'alimentation du bétail, la santé animale, et la gestion des pâturages et du fumier. Un projet pilote est actuellement mené pour s'assurer que les gains de productivité entraînent une réduction des émissions par kg de lait. Les réductions des émissions sont converties en crédits carbone qui génèrent des recettes supplémentaires pour les agriculteurs, et en particulier les femmes. Cette approche pourrait être reproduite en Afrique et en Asie du Sud.

NIGÉRIA

ODD **1 2 5 8**

Agropreneurs – la croissance économique grâce aux jeunes et à l'agriculture

Lancé en septembre 2014, le Programme pour l'emploi des jeunes dans le secteur de l'agriculture au Nigéria (*Nigeria Youth Employment in Agriculture Programme*) met l'accent sur la création d'emplois décents et le développement des entreprises innovantes pour les jeunes avec des chaînes de valeur prioritaires dans des secteurs économiques ciblés.

Le Ministère de l'agriculture et du développement rural du Nigéria et

la FAO réalisent conjointement ce projet phare pour la jeunesse, qui prévoit de créer 750 000 emplois pour les jeunes dans le secteur agricole sur une période de cinq ans. Le Nigéria s'est engagé à allouer des fonds pour couvrir le coût total du programme, environ 230 millions USD.

Le programme a déjà formé et fourni des packs de base à 6 618 jeunes « agropreneurs » dans le pays (3 893 femmes et 2 725 hommes). Les jeunes ont été formés dans différentes chaînes de valeur – riz, aquaculture, volaille, maïs, tomate, blé, sorgho, apiculture, soja, manioc et huile de palme. La FAO continue à travailler main dans la main avec le Nigéria pour renforcer son rôle dans la coordination et la mise en œuvre des composantes spécifiques du programme mettant l'accent sur la création d'un environnement institutionnel favorable.

PHILIPPINES

ODD 1 2 13

Préparer le terrain pour réduire les risques et les catastrophes

Les Philippines sont un des pays les plus exposés aux catastrophes naturelles dans le monde. Entre 2006 et 2013, environ 6 millions d'hectares de cultures ont été endommagés par 78 catastrophes naturelles, coûtant au seul secteur de l'agriculture 3,8 milliards USD.

En introduisant une loi sur la réduction des risques et des catastrophes (RRC) et l'adaptation au réchauffement climatique, les Philippines sont un excellent exemple dans le renforcement



NIGÉRIA

Un jeune marchand vend des œufs sur le vieux marché de Kano.
©FAO/Nelson

des capacités institutionnelles de gestion et réduction de ces risques. La FAO a aidé le Gouvernement des Philippines à préparer le terrain pour la RCC et l'adaptation du secteur agricole au réchauffement climatique.

Parmi les plus puissants typhons qui ont frappé le territoire, Haiyan a frappé le centre des Philippines en novembre 2013, affectant environ 14,1 millions de personnes et causant plus de 700 millions USD de dommages agricoles.

Les efforts humanitaires et de réhabilitation de la FAO s'étaient joints à ceux du Gouvernement sur des objectifs de développement à long-terme en suivant le principe de «reconstruire en mieux».

Le programme d'urgence de la FAO pour le typhon Haiyan et les moyens pour lancer un programme de relance avait aidé plus de 1,1 millions de personnes grâce aux cultures de riz et de maïs, aux systèmes agricoles axés sur la noix de coco

et la réhabilitation des forêts de mangroves côtières.

La combinaison des leçons tirées du typhon Haiyan et de l'expérience de la FAO dans l'intégration des RCC, ainsi que l'adaptation au réchauffement climatique dans l'agriculture, ont permis à la FAO d'apporter un soutien stratégique aux gouvernements. Ils ont également facilité l'expansion des bonnes pratiques et des technologies pour l'agriculture et la pêche, qui stimulent durablement la productivité, tout en renforçant en même temps la résilience aux menaces et aux crises.

RWANDA

ODD 2 15

Développer de façon durable l'agriculture, la sylviculture et la pêche

La FAO aide le Rwanda à évaluer les questions clés de durabilité en se basant sur sa vision pour une alimentation et une agriculture durables. Elles sont ►

SOUTIEN AUX PAYS

► maintenant abordées dans les plateformes de discussion sur les politiques dans le but d'adapter la gestion des ressources agricoles et naturelles et les bonnes pratiques. Le soutien se concentre sur l'augmentation et l'amélioration des produits et services de l'agriculture, des forêts et des pêches en se basant sur les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. Cela se concrétise par un atelier de concertation inter-secteurs, par la participation d'intervenants de haut niveau à l'échelon national, par une tribune pour une concertation intersectorielle, par un ensemble de recommandations et par un plan d'action pour les zones productives partagé avec le Gouvernement. Pour coordonner les initiatives sur la production agricole, la préservation de l'eau et du sol, et le développement social, des discussions sont en cours sur l'élaboration de plans de gestion plus efficaces dans le District de Rulindo.

SOUDAN

ODD 1 2 3 5 7 13 15

Les fours économes en combustible améliorent la sécurité alimentaire et l'égalité des sexes

Le bois de chauffage est la principale source d'énergie pour la grande majorité des habitants de la région du Darfour au Soudan et dans les

pays en voie de développement en général. L'accès à cette ressource naturelle est devenu de plus en plus limité, ainsi que sa disponibilité, en raison de sa surexploitation qui compromet les moyens d'existences de la population dans de nombreuses zones de la région. Les femmes doivent s'aventurer loin de leur foyer pour collecter du bois de chauffage pour cuisiner, à cause des dommages environnementaux et des conflits. Elles s'exposent ainsi au risque de violences physiques et sexuelles. Au Darfour, les femmes parcourent jusqu'à 13 kilomètres trois fois par semaine pour récolter du bois de chauffage pour la cuisson, ce qui signifie qu'elles ont moins de temps pour garder les enfants et réaliser d'autres tâches productives.

Promus par la FAO depuis les années 1990, les fours économes en combustible peuvent relever le défi et améliorer les moyens d'existence. L'amélioration des fours en terre permet de réduire la consommation de combustible tout en évitant les émissions de fumée associées aux feux traditionnels. Dans le même temps, la production locale et les ventes de four économes en combustible sont devenues des activités générant des revenus pour les femmes, tout en diminuant le risque de violence qu'elles peuvent subir lors de la collecte de bois de chauffage.

AFRIQUE

ODD 1 2

Investir dans les hommes pour éradiquer la pauvreté

En partenariat avec le Fond pour l'enfance de l'Organisation des Nations Unies (UNICEF), des instituts de recherche et les gouvernements nationaux de sept pays d'Afrique subsaharienne, le travail de la FAO sur la protection sociale a montré l'impact que les programmes de transfert monétaire au niveau national peuvent avoir sur l'élimination de la pauvreté dans la région.

Le développement d'évaluations rigoureuses des impacts, menées en étroite collaboration avec les homologues gouvernementaux et intégrées dans les processus et plateformes politiques nationaux, a contribué à renforcer la perception de la protection sociale comme un investissement plutôt qu'un coût. Aujourd'hui, les décideurs regardent de plus en plus la protection sociale comme une mesure efficace pour lutter contre la faim, pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement rural.

Des concertations politiques au niveau national et des actions autour de la protection sociale s'élargissent aux pays comme le Lesotho, la Zambie, le Kenya et le Ghana. Les transferts monétaires peuvent aider les pauvres et les familles marginalisées à constituer des actifs et à générer des activités



économiquement productives. Depuis mars 2014, le Programme de bourses pour les enfants, Child Grant Programme, au Lesotho avait concerné 19 800 ménages et bénéficié à environ 65 000 enfants dans 10 districts.

ASIE

ODD 1 2 5 7 8 9 12

Lutter contre les pertes post-récoltes

Les aliments qui sont riches en micronutriments, tels que les fruits et les légumes, sont vitaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les peuples du monde.

Mais dans de nombreux pays, les pertes post-récoltes dans ces secteurs sont élevées, surtout en raison des infrastructures généralement inadaptées, de la manutention, du transport, de l'emballage et du stockage inadéquats. En Afghanistan, au Bangladesh, au Bhoutan, en Inde, aux Maldives, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka, la FAO met à l'essai des pratiques

de bonne gestion des post-récoltes pour améliorer la qualité, assurer la sécurité et réduire les pertes, en priorisant les chaînes d'approvisionnement en fruits et légumes traditionnels. Les experts, les formateurs et les intervenants de la chaîne de valeur sont formés aux pratiques de bonne gestion post-récolte et aux nouvelles technologies, tandis que des études de marché sont réalisées en priorité sur les chaînes d'approvisionnement pour identifier les principaux goulets d'étranglement qui contribuent aux pertes.

ASIE CENTRALE

ODD 1 2

Promouvoir les produits de la montagne

Pour améliorer les moyens d'existence des populations des montagnes et stimuler les économies locales, le Secrétariat du Partenariat de la Montagne (SPM) et la FAO encouragent un système de certification volontaire pour les produits de la montagne. En Asie centrale-au Kirghizstan,

au Tadjikistan et en République de l'Altaï, une récente enquête auprès des consommateurs a montré l'utilité d'étiqueter les produits réellement issus des montagnes. La demande mondiale est d'avoir des aliments et des boissons de qualité, produits dans les régions montagneuses, comme le café, le miel, le fromage, les herbes et les épices, ainsi que de l'artisanat et des médicaments. Cependant, les consommateurs ne peuvent pas toujours différencier les produits venant de la montagne des autres quand ils sont présentés sur les marchés. Le label volontaire permettra de communiquer les valeurs d'un produit de la montagne, en permettant aux consommateurs de prendre des décisions éclairées à propos des produits achetés et aux producteurs de recevoir une juste rémunération.

PROCHE ORIENT, ASIE ET PACIFIQUE

ODD 1 2 3 5 8 9 10 12 14 15 17

Initiative en faveur de la croissance bleue

SOUTIEN AUX PAYS

- ▶ Comme au Proche-Orient et en Afrique du nord, FAO dispose désormais d'Initiatives régionales en faveur de la croissance bleue en Asie et dans le Pacifique. Hébergeant environ 90 pour cent de l'aquaculture mondiale, le développement rapide de l'aquaculture en Asie a entraîné des dégradations significatives de l'environnement et des compétitions entre les zones de mangrove et les ressources en eau douce.

L'initiative en faveur de la croissance bleue repose sur les principes du Code de conduite pour une pêche responsable, visant à équilibrer les aspects environnementaux, sociaux et économiques durables des ressources aquatiques vivantes. Tout en augmentant simultanément les revenus et la sécurité nutritionnelle, ainsi que la sauvegarde des ressources naturelles, le développement durable et la gestion responsable de l'aquaculture peut répondre à ces préoccupations environnementales et offrir des opportunités de travail décentes aux pisciculteurs asiatiques, en particulier les jeunes. Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, des activités sont mises en œuvre comme la promotion d'aquaculture en milieu désertique en Algérie, l'évaluation des moyens d'existence des communautés de pêcheurs le long du Nil en Égypte et au Soudan, l'amélioration des chaînes de valeur en Tunisie pour que les femmes qui récoltent les palourdes reçoivent un revenu supérieur et diversifié, et la promotion de la déclaration de Nouakchott sur la réduction des

pertes et des déchets dans le secteur de la pêche.

MULTI-PAYS

ODD 1 2 5 16

L'autonomisation économique des femmes en milieu rural pour la sécurité alimentaire

La FAO, en collaboration avec le FIDA, l'ONU-Femmes et le PAM, soutiennent les pays dans différentes régions et touchent environ 75 000 femmes en milieu rural et plus de 400 000 ménages dans le cadre du programme «Accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales».

Des femmes en Éthiopie, au Guatemala, au Kirghizistan, au Libéria, au Népal, au Niger et au Rwanda ont pu ainsi accroître leurs revenus et renforcer leur participation au processus décisionnel au niveau de la communauté.

Au Guatemala, des groupes de femmes en milieu rural sont non seulement capables d'augmenter leur production agricole, mais en plus de commercialiser leurs excédents et d'élargir leurs activités. Par la vente de maïs cuit, de boissons de maïs, de tamales de maïs, de tamales de haricots, etc., ces groupes ont été en mesure de générer assez de profit pour démarrer un projet de plantation de tomates.

Au Niger, un groupe de femmes du village de Banizoumbou est devenu

le premier à avoir un accès légal et sécurisé à la terre pour cultiver un grand jardin potager. Elles parviennent à se nourrir et à fournir un moyen d'existence à l'ensemble de leur communauté.

MULTI-PAYS

ODD 1 2

Intensification de la production durable

L'intensification de la production durable des cultures et de l'élevage peut réduire le besoin en terres supplémentaires et le rythme de la déforestation tout en augmentant la productivité. La FAO promeut un certain nombre de systèmes de production globaux – y compris des cultures mixtes, la préservation des systèmes agricoles et agroforestiers – visant à produire plus de nourriture et d'aliments pour les animaux en provenance d'une même région mais avec moins d'apports. Ces techniques aident à renforcer la résilience au réchauffement climatique, tout en contribuant à son atténuation grâce à la séquestration du carbone et au renforcement des écosystèmes (amélioration de la fertilité des sols et réduction de la dégradation des terres). La FAO encourage actuellement l'adoption de pratiques de production durables et globales, adaptées localement grâce à des programmes de vulgarisation au Burundi, au Mali, au Cambodge, en Colombie, au

Kenya et en Tanzanie. Au Mali uniquement, environ 400 écoles d'agriculture ont été ouvertes grâce aux bénéficiaires d'environ 10 000 producteurs agricoles/agropastoraux, dont au moins 30 pour cent sont des femmes.

MULTI-PAYS

ODD 1 2

Surveillance de la famine

Il est indispensable d'informer les intervenants et d'établir un consensus technique sur la gravité de l'insécurité alimentaire, en particulier dans les situations de crise. La FAO et 11 partenaires travaillant sur la sécurité alimentaire se sont engagés à promouvoir une approche commune et des normes pour l'analyse de la sécurité alimentaire dans le cadre intégré de la classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC). L'IPC est un ensemble d'outils utilisés actuellement dans plus de 20 pays pour générer des informations sur la gravité et les causes des crises alimentaires et nutritionnelles, ainsi que sur l'insécurité alimentaire persistante.

C'est notamment le cas au Sud-Soudan où l'utilisation de l'IPC est maintenant institutionnalisée et représente l'outil le plus fiable pour l'alerte précoce et la prise de décisions. L'IPC contribue à la coordination, au ciblage de l'aide humanitaire, ainsi qu'à une surveillance de la sécurité alimentaire dans plusieurs autres pays de la région comme la Somalie et la République centrafricaine.

MULTI-PAYS

ODD 1 2 13

Intensification de l'aide pour lutter contre le changement climatique

Le changement climatique a un impact sur le secteur de l'agriculture dans les pays en voie de développement, et les pays moins développés. En élaborant des Plans d'adaptation nationaux (PAN), les pays identifient non seulement les faiblesses nationales, mais établissent aussi une action globale pour y faire face.

La FAO, en collaboration avec le Programme de développement des Nations Unies, travaille avec les ministères de l'agriculture, de l'environnement, des finances et prévoit de préserver les moyens d'existence, d'augmenter la production agricole et d'améliorer la sécurité alimentaire en renforçant la mise en œuvre des PAN au Kenya, au Népal, aux Philippines, en Thaïlande, en Ouganda, en Uruguay, au Viet Nam et en Zambie. La FAO fournit des conseils stratégiques et une expertise technique pour s'assurer que les risques liés au changement climatique dans l'agriculture, la foresterie, les secteurs de l'aquaculture et de la pêche soient incorporés aux processus nationaux d'adaptation.

MULTI-PAYS

ODD 1 2 13

Soutenir les organisations de petits producteurs: le Mécanisme Forêts & Paysans

La forêt et les installations agricoles des populations autochtones, les communautés locales et les petites exploitations

agricoles familiales jouent un rôle vital en créant des revenus et des emplois dans les zones rurales où la pauvreté est la plus concentrée et où la migration est omniprésente. Il est essentiel d'habiliter les producteurs forestiers et agricoles à réaliser plusieurs objectifs de l'ODD. La réduction de la pauvreté est l'objectif principal du Mécanisme Forêts & Paysans (MFP). Ce dernier prend en charge la création d'organisations de petits producteurs, de populations et de communautés autochtones en Bolivie, au Guatemala, au Nicaragua, en Gambie, au Kenya, au Libéria, en Zambie, au Myanmar, au Népal et au Vietnam, ainsi que d'organisations faitières au niveau régional et mondial, avec des avantages concrets sur le terrain. Grâce au soutien de la MFP, plus de 200 organisations de producteurs forestiers et agricoles ont aidé les plus petits producteurs à augmenter leurs revenus en obtenant des prix plus élevés pour leurs produits et en développant leurs entreprises. La MFP cherche à renforcer la mobilisation et la participation des femmes dans les petites entreprises et à aider les jeunes et les groupes marginalisés à trouver des emplois locaux. Avec le soutien de la MFP, 77 communautés locales en Gambie ont obtenu un mandat légal pour posséder et gérer leurs forêts de façon durable de façon à améliorer les moyens d'existence et la gestion durable des ressources.

Voici quelques exemples de soutien que la FAO a fourni aux pays. Cette liste n'est pas exhaustive. Pour plus d'informations sur les travaux de la FAO dans les pays, consultez le site: <http://www.fao.org/home/fr>

CADRE STRATÉGIQUE DE LA FAO SOUTENANT LA MISE EN ŒUVRE DES ODD

La proximité du cadre stratégique de la FAO avec les ODD place l'Organisation dans une position privilégiée pour apporter une contribution immédiate pour aider les pays à mettre en œuvre les ODD et les suivre.

**LES ODD ET
LE CADRE
STRATÉGIQUE DE
LA FAO VISENT
À S'ATTAQUER
AUX CAUSES
PROFONDES DE
LA PAUVRETÉ
ET DE LA FAIM,
ET À BÂTIR UNE
SOCIÉTÉ PLUS
JUSTE EN NE
MARGINALISANT
PERSONNE**





CINQ OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Contribuer à éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition

Rendre l'agriculture, la sylviculture et la pêche plus productives et plus durables

Réduire la pauvreté rurale

Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces

Améliorer la résilience des moyens d'existence aux menaces ou en situation de crise



CE QUE FAIT LA FAO

CONTRIBUER À ÉLIMINER LA FAIM, L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION

- Nous soutenons les gouvernements et les partenaires de développement pour concevoir les politiques, les programmes et les cadres juridiques adaptés pour favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- Nous préconisons de mettre en œuvre ces politiques et ces programmes, en encourageant l'accès à suffisamment de ressources financières, la mise en place des bonnes structures organisationnelles, et surtout, en s'assurant de l'adéquation des capacités humaines.

RENDRE L'AGRICULTURE, LA FORESTERIE ET LA PÊCHE PLUS PRODUCTIVES ET PLUS DURABLES

- Nous encourageons des stratégies et des pratiques de production durables dans tous les secteurs et avec tous les acteurs.
- Nous recueillons et partageons les informations nécessaires pour soutenir le développement d'une agriculture productive plus durable.

RÉDUIRE LA PAUVRETÉ RURALE

- Nous travaillons avec des pays dans l'élaboration de leurs politiques nationales de réduction de pauvreté rurale en se fondant sur des données probantes et de programmes liés à l'agriculture, la transformation du monde rural, l'emploi et la protection sociale.
- Nous soutenons les pays à renforcer les synergies entre les mesures de protection sociale, la sécurité alimentaire, l'amélioration de la nutrition, l'augmentation de la productivité agricole et l'autonomisation des femmes, pour réduire la pauvreté rurale.
- Nous aidons les institutions rurales et les organisations à se renforcer, y compris les organisations de producteurs et coopératives ainsi que les entités de l'administration publique locale afin de concevoir et mettre en œuvre les programmes de développement rural.

OEUVRER À DES SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES INCLUSIFS ET EFFICACES

- Nous aidons les gouvernements à collaborer plus efficacement avec l'industrie alimentaire.
- Nous élaborons des normes efficaces pour la sécurité des aliments et la santé des plantes. Ces normes sont fondées sur des données scientifiques et nous développons les capacités nationales pour appliquer ces normes et les exigences en matière de santé animale.
- Nous impliquons l'industrie agroalimentaire et les organisations à but non-lucratif pour fournir des services et soutenir les petits exploitants agricoles et les entreprises alimentaires de petite et moyenne taille.

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES MOYENS D'EXISTENCE AUX MENACES OU EN SITUATION DE CRISE

- Nous aidons les pays à élaborer et mettre en œuvre les systèmes juridiques, politiques et institutionnels et des cadres réglementaires pour la réduction des risques liés aux catastrophes naturelles et la gestion des crises dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la nutrition.
- Nous développons des compétences à l'échelle nationale et locale pour réduire et gérer les risques de dangers naturels et climatiques, les menaces pesant sur la chaîne alimentaire, les conflits et les crises prolongées.
- Nous encourageons la connaissance, l'application des lignes directrices, des normes et des bonnes pratiques de gestion des risques en cas de catastrophe et de crise, la surveillance des risques et l'alerte précoce, la réduction de la vulnérabilité, la préparation et la réaction.

➔ **FOURNIT DES DONNÉES PROBANTES ET DES CONSEILS STRATÉGIQUES POUR CONSTRUIRE UNE AGRICULTURE ET DES SYSTÈMES DE NOURRITURE DURABLES**

➔ **PROMEUT LES LIGNES DIRECTRICES, LES NORMES, LES BONNES PRATIQUES**

➔ **FACILITE LA CONCERTATION POLITIQUE**

➔ **AIDE LES PAYS À CONCEVOIR ET À METTRE EN ŒUVRE DES STRATÉGIES ET DES PROGRAMMES**

➔ **RENFORCE LA CAPACITÉ DES ACTEURS ET CONSOLIDE L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL**

➔ **MOBILISE LES RESSOURCES ET LES INVESTISSEMENTS**

➔ **AMÉLIORE LA CRÉATION DE DONNÉES AU NIVEAU MONDIAL ET NATIONAL**

➔ **ÉTABLIT DES PARTENARIATS ET DES ALLIANCES**

• Nous renforçons la capacité de tous les acteurs à mettre en place des mécanismes de gouvernance et de coordination, ainsi que des partenariats étendus pour mener une action plus concentrée et coordonnée pour éradiquer la faim et la malnutrition.

• Nous aidons les pays en veillant à ce que l'élaboration de politiques, des investissements et des plans d'actions se fonde sur des informations probantes; en les aidant à générer des statistiques, des données crédibles et en consolidant leurs capacités analytiques.

• Nous travaillons avec des partenaires pour suivre les progrès, évaluer les impacts et tirer les leçons des efforts réalisés dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

• Nous soutenons le développement des mécanismes de gestion efficace, des politiques et des lois visant à renforcer la transition vers une agriculture durable.

• Nous développons des outils pour mesurer les progrès réalisés afin de tendre vers des systèmes d'agriculture durables et nous aidons les pays à les utiliser.

• Nous nous assurons que les engagements internationaux dans le domaine de l'agriculture durable soient soutenus par les politiques et les législations nationales.

• Nous aidons les pays à améliorer la conception de leurs stratégies et politiques de diversification de l'économie rurale qui favorisent la création d'emplois décents et la formation des travailleurs ruraux, en particulier les jeunes et les femmes.

• Nous soutenons l'autonomisation des petits exploitants (agriculteurs, pêcheurs, peuples autochtones, sylviculteurs) et des exploitations agricoles familiales pour améliorer l'accès et la gestion durable des ressources naturelles, un meilleur accès aux marchés, aux technologies et services afin d'accroître leur productivité et leur revenu.

• Nous soutenons les processus nationaux de statistiques pour collecter et analyser l'évolution du développement rural et de la pauvreté rurale, en contribuant ainsi au suivi des Objectifs de développement durable liés à la pauvreté rurale.

• Nous recueillons et partageons des informations sur l'accès aux marchés et au développement.

• Nous aidons les pays à participer davantage aux marchés mondiaux et régionaux par l'augmentation d'échanges commerciaux.

• Nous renforçons les mécanismes financiers pour soutenir la croissance des industries agroalimentaires.

• Nous développons les moyens nécessaires aux organisations régionales pour contribuer au développement de marchés d'alimentation efficaces et globaux.

• Nous soutenons les pays et les régions à mobiliser les ressources suffisantes pour la réduction des risques de catastrophes, et la gestion des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation et la nutrition pour renforcer leur résilience.

• Nous aidons les pays et les communautés à élaborer des mécanismes pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données pour surveiller, prévenir et agir sur les risques de crise et les menaces qui pèsent sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

• Nous conseillons et fournissons une aide à l'action humanitaire pour protéger les moyens d'existence des agriculteurs vulnérables, des éleveurs, des pêcheurs et des collectivités vivant du bois, avant, pendant et après les situations d'urgence.

• Nous construisons et encourageons les partenariats et les synergies avec les universitaires, l'ONU, les sociétés civiles et le secteur privé pour rassembler les forces nécessaires à l'augmentation de la résilience et parvenir à un développement durable.

SUIVI DES CIBLES ET MESURE DES PROGRÈS

Un cadre solide d'indicateurs transformera les ODD et leurs cibles en un outil de gestion pour aider les pays à élaborer des politiques et allouer leurs ressources.

En partenariat avec les agences basées à Rome et d'autres partenaires, la FAO a capitalisé sur ses connaissances multidisciplinaires et son expérience pour proposer des indicateurs qui peuvent surveiller efficacement les progrès des pays. Afin de développer les meilleurs indicateurs et les plus appropriés, la FAO collabore étroitement avec la Commission de statistique des Nations Unies et le Groupe d'experts inter-agences de 28 pays sur les indicateurs des ODD (IAEG-SDG). La FAO peut aider les pays à surveiller au moins 25 indicateurs ODD sur environ 230 identifiés par l'IAEG-SDG. Ces indicateurs portent sur les objectifs 1, 2, 5, 6, 12, 14 et 15 et comprennent à la fois de nouveaux indicateurs et des indicateurs

pré-établis dans les domaines où la FAO possède une expertise unique et une expérience en tant qu'agence spécialisée leader des Nations Unies en matière de sécurité alimentaire et de développement durable. Les cibles couvrent principalement des domaines tels que l'éradication de la faim, l'insécurité alimentaire, la malnutrition et une gestion meilleure des ressources naturelles.

La FAO possède de forts avantages comparatifs dans sa capacité à aider les pays qui répondent aux nouveaux défis de surveillance. La FAO – avec des partenaires – a déjà initié plusieurs projets:

➔ Grâce à la Stratégie mondiale pour améliorer les statistiques agricoles, la plus importante initiative de renforcement des moyens statistiques agricoles jamais mise en œuvre, la FAO élabore actuellement des lignes directrices sur les nouvelles méthodes rentables pour produire des données dans le domaine agro-alimentaire. En se basant sur le renforcement des institutions régionales de formation, la FAO améliore les compétences des statisticiens nationaux, apporte

**LA FAO POSSÈDE
DES AVANTAGES
COMPARATIFS
DANS SA
CAPACITÉ À
AIDER LES PAYS
À RÉPONDRE
AUX NOUVEAUX
DÉFIS DE
SURVEILLANCE**



KENYA

Un troupeau de bétail s'abreuvant dans un étang à Narok.
©FAO/Maina

une assistance technique pour concevoir des plans stratégiques sectoriels, renforce la coordination institutionnelle, et teste de nouveaux outils statistiques.

➔ La FAO soutient aussi directement les pays pour renforcer leur capacité à utiliser des enquêtes nationales pour la surveillance des ODD. Afin de promouvoir des indicateurs cohérents pour atteindre les ODD, la FAO conseille les pays pour les aider à recueillir, analyser les données de consommation alimentaire, évaluer la sous-alimentation et introduire le module de l'Échelle de mesure de l'insécurité alimentaire dans les enquêtes nationales.

➔ La FAO, en collaboration avec la Banque mondiale, a présenté

une Plateforme d'enquête à l'échelon mondial pour aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des enquêtes agricoles intégrées qui collectent des données pour surveiller de nombreuses entreprises liées au secteur de l'agriculture.

➔ Le questionnaire bisannuel de la FAO sur la mise en œuvre du Code de conduite pour une pêche responsable, est un autre exemple d'enquêtes que la FAO demande directement aux pays. En incluant de nouvelles questions liées à la mise en œuvre des Directives d'application facultative pour une pêche artisanale durable, les réponses à l'enquête fourniront des données précieuses pour la mesure des indicateurs de l'ODD 14, y compris les subventions pour la pêche et la pêche INN

(illicite, non déclarée et non réglementée), l'accès aux marchés à des petits pêcheurs et la mise en place d'outils liés au secteur de la pêche.

➔ Pour de nombreux autres indicateurs liés aux écosystèmes et à la pérennité des ressources naturelles, la FAO recueille des données auprès des autorités nationales officiellement approuvées, telles que celles sur les ressources génétiques végétales et animales pour l'agriculture, les prélèvements d'eau et la gestion durable des forêts. Dans certains cas, elle obtient des informations supplémentaires de la part des États membres sur des sources de données telles que l'évaluation par télédétection de la dégradation des terres.

PROCESSUS GLOBAUX ET PARTENARIATS

La grande ambition des ODD n'est réalisable que grâce aux coopérations – Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire – et aux partenariats mondiaux entre les nombreux acteurs et sur un large éventail de domaines.

La FAO s'engage dans des processus mondiaux et des partenariats pour s'assurer que les ODD soient le reflet véritable de la vision des pays sur leur développement et permettent d'identifier les multiples possibilités pour l'alimentation et l'agriculture de contribuer au développement économique, social et environnemental. Voici quelques exemples des nombreux domaines dans lesquels la FAO travaille en collaboration pour construire un avenir meilleur pour tous.

Mener des alliances entre plusieurs organisations et parties prenantes

La FAO participe, dirige souvent, héberge ou assure le secrétariat technique de plusieurs alliances multipartites importantes entre les agences, comprenant le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (UNSCN), le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), l'Équipe spéciale de haut niveau sur la sécurité alimentaire et

nutritionnelle mondiale de l'ONU (HLTF), l'ONU-Énergie, l'ONU-Eaux et l'ONU-Océans.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

La FAO est un partenaire clé du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui est la principale plateforme internationale et intergouvernementale globale de tous les acteurs qui travaillent ensemble pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous. La FAO soutient l'engagement du CSA, dirigé par un secrétariat conjoint des agences basées à Rome, dans l'architecture des ODD. La FAO aide les pays à mettre en œuvre les politiques globales et transversales négociées par le Comité, telles que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT), les Principes pour un investissement

agricole responsable dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition (principes RAI) ou le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) qui ciblent tous différents ODD en adoptant une approche globale. La FAO soutient également la politique de concertation du CSA qui vise à identifier les défis mondiaux et les lacunes des politiques, afin de contribuer aux contrôles thématiques mondiaux des progrès réalisés pour atteindre les ODD au cours des 15 prochaines années.

Établir des partenariats et des alliances

La collaboration entre les Agences des Nations Unies basées à Rome (ABR) – la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) – a joué un rôle important pour aider les pays à élaborer le nouveau cadre de développement mondial, particulièrement l'Objectif 2 (Faim Zéro). Cette collaboration étroite continue maintenant que le travail se concentre sur les indicateurs de mesure des objectifs mondiaux et des cibles, en mettant l'accent sur la productivité des petits exploitants et la mise en œuvre d'enquêtes agricoles intégrées.

GAMBIE

Coopération Sud-Sud.
©FAO/Spaull

LA FAO S'ASSOCIE À PLUSIEURS ACTEURS POUR SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE



Mobiliser de nouvelles ressources et investissements

La nouvelle Stratégie de la FAO pour soutenir l'investissement dans l'agriculture et l'alimentation est liée à la mise en œuvre du Programme à l'horizon 2030 et de celui d'Addis-Abeba pour l'action (AAAA), préparant ainsi le terrain pour aider les pays à se développer, à mettre en œuvre des propositions d'investissement de qualité et à mobiliser les ressources pour les ODD. La FAO aidera également à renforcer les moyens des intervenants pour concevoir et réaliser des investissements.

Lutter contre le réchauffement climatique

Le suivi de l'Accord de Paris sur le réchauffement climatique de décembre 2015, ainsi que les préparatifs de la COP22, sont en cours. Les engagements d'adaptation et d'atténuation dans

le secteur de l'agriculture figurent parmi les promesses de nombreux pays en voie de développement. Ces pays demandent maintenant l'appui de la communauté internationale pour honorer leurs engagements et signaleront leurs futures contributions déterminées au niveau national (CDN) au cours des prochaines années. La FAO travaille également avec le Fonds vert pour le climat et d'autres donateurs potentiels intéressés par le financement des actions pour le climat. Elle tente également de nouer des relations avec les ministères de l'environnement et des finances en vue de les impliquer de plus en plus dans les processus nationaux des CDN.

Fournir des conseils stratégiques et probants

La FAO concentre de plus en plus ses travaux sur la sensibilisation et le support technique, en insistant

d'avantage sur les partenariats et les multiples sources de financement comme la coopération Sud-Sud. Dans le cadre de l'engagement de l'ODD 2 (atteindre la faim zéro et éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030), la FAO, le FIDA et le PAM ont évalué le coût des investissements supplémentaires nécessaires à 265 milliards USD par an entre 2016 et 2030. Le soutien technique de la FAO comprend la stratégie et l'élaboration de politiques, la gestion de l'investissement public/la conception de la budgétisation et sa mise en œuvre. Le soutien à l'investissement public aura également pour but de créer un environnement propice à l'investissement privé.

Les femmes et le régime foncier

Pour les femmes et les hommes vivant en milieu rural, la terre est souvent le plus grand bien des ménages pour soutenir la

PROCESSUS GLOBAUX ET PARTENARIATS

► production et assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et le revenu. C'est pourquoi le Programme de développement durable de 2030 accorde une attention particulière aux droits fonciers des femmes. L'ODD 5 encourage les réformes en donnant aux femmes et aux hommes l'égalité de droits pour l'accès aux ressources économiques, la propriété et le contrôle des terres, entre autres. Pour mesurer la cible 5a, deux indicateurs basés sur des conseils techniques de la FAO ont été adoptés.

En particulier, l'indicateur juridique (5a.2) qui suivra les progrès sur l'inclusion de mesures spéciales dans les cadres juridiques nationaux pour permettre la parité entre les sexes dans le droit à la propriété et le contrôle des terres. L'indicateur de résultat (5a.1) surveillera les progrès réels sur l'accès des femmes à des fonciers sécurisés. Les deux indicateurs sont nécessaires pour comprendre le processus juridique et son impact sur les femmes et sont donc complémentaires. La base de données Genre et le droit à la terre de la FAO, y compris les profils de plus de 84 pays et l'outil d'évaluation juridique (LAT), fournira des informations à l'échelon national pour surveiller la progression vers la cible 5 a. Par exemple, en Sierra Leone, le rôle du LAT a été fondamental pour fournir des conseils ciblés et précis au Gouvernement sur les changements nécessaires à mettre en œuvre dans

les cadres juridiques pour renforcer l'équité du régime foncier entre les hommes et les femmes.

Suivi des objectifs

Le Programme à l'horizon 2030 est étroitement lié aux Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, internationalement reconnus, et décidés au sein de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Un certain nombre des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité ont été intégrés au sein des ODD2, 14 et 15. En général, le rôle de la FAO est primordial pour la collecte et l'analyse des données et des informations sur les ressources naturelles dans le monde.

Promouvoir des lignes directrices, des normes, des bonnes pratiques

Le Programme mondial pour un élevage durable (GASL) est un partenariat multipartite engagé dans le développement durable du secteur de l'élevage. Il traite simultanément, des dimensions sociales, environnementales et économiques de la croissance du secteur de l'élevage et se concentre sur trois grands domaines: la sécurité alimentaire mondiale et la santé; l'équité et la croissance; les ressources et le climat. Le programme s'applique à l'ODD 17 (partenariats) qui est le mécanisme essentiel à la réalisation des ODD 1, 2, 6, 10, 13 et 15.

Renforcer les cadres d'action

Le Cadre d'action de Sendai pour la

réduction des risques de catastrophe 2015-2030 (SFDRR) est un élément essentiel pour parvenir à un développement durable. C'est un accord volontaire sans engagement sur 15 ans, approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU en 2015. Il vise à renforcer la résilience des nations et des communautés face aux catastrophes comme les inondations, la sécheresse, les tempêtes et les menaces transfrontières, tout en favorisant une approche multisectorielle et multirisque axée sur les individus. Conformément à ses quatre priorités, le programme de résilience de la FAO renforce les systèmes d'alerte précoce et de surveillance des risques. Ces systèmes sont adaptés aux besoins des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des forestiers exposés aux chocs multiples. Le programme intègre la réduction des risques de catastrophes (RRC) dans la planification et les politiques du développement agricole et il favorise les services et les bonnes pratiques spécifiques à chaque secteur pour la RRC dans des situations plus sujettes aux catastrophes. Il soutient l'intervention d'urgence et la reprise d'un mode de vie basé sur une agriculture durable après les crises ou les chocs.

Initiatives mondiales

L'Initiative pour une croissance bleue de la FAO priorise la stabilisation de la gestion socioéconomique durable des ressources aquatiques naturelles.

CAMBODGE

Marché du matin à proximité du village flottant: les paysans viennent vendre leurs fruits et légumes, et les pêcheurs vendent leurs poissons.
©FAO/Thompson



Elle met l'accent sur l'utilisation efficace des ressources dans les systèmes des pêches de capture et d'aquaculture, les services écosystémiques, le commerce, les moyens d'existence et les systèmes alimentaires.

Elle met l'accent sur la promotion de moyens d'existence durables pour les communautés de pêcheurs côtiers, de reconnaissance et de soutien aux petits pêcheurs et le développement de l'aquaculture, ainsi qu'un accès juste au commerce, aux marchés, à la protection sociale et à des conditions de travail décentes. La Croissance bleue se rapporte à un certain nombre d'autres ODD tels que la sécurité alimentaire, la nutrition, l'éradication de la pauvreté, la croissance économique et commerciale, les conditions de travail décentes et l'emploi, le réchauffement climatique et la biodiversité. Elle est particulièrement pertinente pour les petits États insulaires et les zones côtières dans le monde entier.

Faciliter la concertation politique

La deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) a été une réunion intergouvernementale de haut niveau qui a attiré l'attention mondiale en abordant toutes les composantes de la malnutrition. Plus de 2 200 participants ont assisté à la réunion, y compris des représentants de plus de 170

gouvernements, 150 représentants de la société civile et presque 100 représentants du secteur privé. Deux documents ont émané de cette conférence, la déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action, qui ont été approuvés par les gouvernements participants à la conférence. Les dirigeants mondiaux se sont ensuite engagés à établir des politiques nationales visant à éradiquer la malnutrition et à transformer les systèmes alimentaires afin que tout le monde puisse consommer des rations alimentaires nourrissantes.

Renforcer l'environnement institutionnel

La FAO a pris l'initiative d'améliorer l'accès aux informations sur le commerce agricole en adoptant le Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), un ingrédient clé pour éviter de futures crises et une volatilité excessive des prix des aliments. Le SIMA a été lancé par le Groupe des vingt (G20) en 2011, comme une plateforme de 10 organisations et entités

internationales pour renforcer la transparence sur les marchés alimentaires internationaux et faciliter la coordination des politiques en période de turbulences sur les marchés.

Depuis sa création, le SIMA s'est imposé comme une source fiable d'informations commerciales et d'analyses rapides et fiables. En collaborant étroitement avec les pays participants, le SIMA a amélioré les prévisions de marché disponibles et l'information politique, qui sont accessibles au public via une base de données ouverte. En particulier, le SIMA a promu le dialogue sur les politiques mises en œuvre et l'échange d'expériences entre les pays, en rencontrant par exemple régulièrement les agents de contact nationaux dans le cadre du Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial et le Forum pour une intervention rapide (SIMA).

Les forums mondiaux

Le Forum mondial sur la

PROCESSUS GLOBAUX ET PARTENARIATS



► recherche agricole, hébergé par la FAO est un Forum multilatéral unique pour une concertation ouverte, un partage des connaissances, l'obtention d'un consensus sur les priorités et la catalyse des actions collectives en recherche et innovation dans le domaine agroalimentaire. Les partenaires de ce Forum travaillent pour assurer que la recherche et l'innovation dans ce domaine fournissent les meilleurs résultats possibles en matière de développement pour les paysans sans ressources et les communautés rurales, que ce soit par le biais de la recherche, la vulgarisation, l'éducation ou les entreprises.

Les sols fournissent à la société des richesses inestimables, à travers les services écosystémiques (nourriture, fibres textiles, approvisionnement en carburant et en matières biologiques, régulation de la qualité

des eaux, cycle des éléments nutritifs, régulation climatique et inondations) et le retour sur l'investissement de la gestion durable des sols (GDS) est très élevé. L'adoption généralisée de la GDS génère de nombreux avantages pour la société surtout pour les petits exploitants agricoles qui sont directement dépendants des ressources locales du sol. L'objectif du partenariat mondial sur les sols est d'encourager la GDS à tous les niveaux. La gestion durable des sols est un prérequis pour atteindre les Objectifs de développement durable, en particulier les Objectifs 2, 3, 12 et 15. L'Objectif 2 reconnaît que la nutrition et la sécurité alimentaire nécessitent la mise en place d'une production agricole durable efficace, ce qui est impossible sans l'entretien des fonctions du sol.

Les pratiques de gestion durable des sols sont essentielles pour assurer

le maintien ou l'augmentation de la production de terres arables, des pâturages et des systèmes forestiers. La lutte contre la contamination et la dégradation des sols nécessite l'introduction de systèmes de gestion durable des sols qui abordent les défis des ODD 3, 12 et 15.

Soutien à la recherche

Adopté par la Conférence de la FAO en novembre 2001, le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (ITPGRFA) est le seul accord international ferme traitant spécifiquement de la gestion durable de ces ressources (PGRFA).

Le Système multilatéral d'accès et de partage des bénéfices de l'ITPGRFA permet aux pays de coopérer pour échanger des PGRFA pour l'élevage et pour la recherche agricole, et incite la communauté internationale à continuer à développer, conserver et rendre disponibles les PGRFA afin de promouvoir la sécurité alimentaire. En favorisant la préservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques, l'ITPGRFA est un mécanisme clé pour atteindre les ODD 2 et 15, car il aborde les corrélations importantes de la production agricole durable et de la gestion des ressources naturelles dans le contexte du réchauffement climatique.

RÉFÉRENCES

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Site Web de la FAO

<http://www.fao.org/post-2015-mdg/home/fr/>

CONSTRUIRE UNE VISION COMMUNE POUR UNE ALIMENTATION ET UNE AGRICULTURE DURABLES

Principes et approches.

<http://www.fao.org/3/a-i3940f.pdf>



RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS ET INTERAGENCES SUR LES INDICATEURS DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

19 février 2016

<http://unstats.un.org/unsd/demographic/statcom/47th-session/documents/20162-IAEG-SDGs-E-Revised.pdf>

LA TRANSFORMATION DE NOTRE MONDE:

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

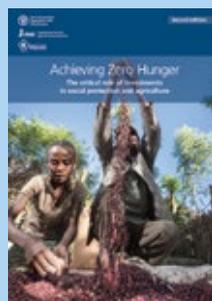
http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/L.1 & Lang=E



ATTEINDRE L'OBJECTIF «FAIM ZÉRO»

Le rôle essentiel des investissements dans la protection sociale et l'agriculture

<http://www.fao.org/3/a-i4951e.pdf>



LA FAO ET LES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

<http://www.fao.org/3/a-i4997f.pdf>



LA FAO ET LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POST 2015 – DOCUMENT DE TRAVAIL

<http://www.fao.org/3/a-az775f.pdf>



Les appellations employées et la présentation des données dans ce produit d'information n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'Organisation des Nations Unies (FAO) au sujet du statut juridique ou le développement de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou du tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés spécifiques ou de produits de fabricants, brevets ou non, n'implique pas que ceux-ci ont été approuvés ou recommandés par la FAO avec une préférence par rapport aux autres de même nature qui ne sont pas mentionnés.

© FAO, 2016

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion du matériel de ce produit d'information. Sauf indication contraire, ce matériel peut être copié, téléchargé et imprimé pour usage privé, de recherche et d'enseignement, ou pour une utilisation non commerciale produits ou services, pourvu qu'une reconnaissance appropriée de la FAO comme source et le titulaire du droit d'auteur est donnée et l'endossement de la FAO des utilisateurs vues, produits ou services n'est pas implicite en quelque sorte. Toute demande pour les droits de traduction et d'adaptation et pour la revente et autres droits d'utilisation commerciale doit être adressée à copyright@fao.org.

Produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site Web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par l'intermédiaire de publications-sales@fao.org.



L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Clés pour réaliser le Programme
de développement durable à
l'horizon 2030

www.fao.org